

# Cultiver en agriculture biologique dans l'Oise en 2026 : une utopie ?

Cet article s'inscrit dans la continuité de celui publié dans la revue papier Openfield et prolonge le fil d'une réflexion déjà engagée, à la frontière entre trajectoire personnelle et constat des transformations agricoles en cours. À travers mon propre parcours, il propose également un regard sur les mutations qui traversent actuellement l'agriculture de l'Oise : évolution des modèles d'exploitation, difficultés de transmission, développement de la double activité et questionnements autour de la place de l'agriculture biologique dans le système actuel.

Par Lucie d'Hegère 9 JUILLET 2026

## L'installation agricole à l'épreuve de la réalité du terrain

Aujourd'hui double active, je travaille comme animatrice agricole pour la protection de l'eau potable au sein de deux collectivités territoriales de l'Oise : la Communauté de communes du Plateau Picard et la Communauté de communes du Clermontois.

Mais avant cela, il y avait un autre projet : celui de m'installer sur la ferme familiale, aux côtés de mon père, Pascal. Cette ferme, conduite en agriculture biologique, dessine un paysage de grandes cultures diversifiées : blé, quatre variétés de lentilles, orge, luzerne, triticale, maïs, tournesol, caméline, pommes de terre. Une mosaïque agricole favorable à la biodiversité, en quête d'autonomie, fondée sur des pratiques agro-nomiques respectueuses des cycles naturels.

En 2021, mon projet initial cherchait à prolonger cette diversité : un atelier ovin en plein air intégral pour la production de viande, une transformation des fruits de la ferme en confitures biologiques – fraises, framboises, groseilles, rhubarbe, abricots, figues, pêches, prunes – et une ouverture vers le public à travers le réseau *Bienvenue à la ferme*. L'idée était aussi de construire un lien avec les consommateurs et de faire de la vente directe un prolongement du travail agricole. Pour cela, il a fallu apprendre, se former, travailler. Depuis fin 2024, l'atelier ovin s'est arrêté, faute de temps suffisant à lui consacrer. Seuls l'atelier de production de confitures et la vente à la ferme tous les mercredis persistent.

De plus, mon projet d'installation en tant qu'agricultrice à temps plein s'est suspendu fin 2022 lorsque j'ai eu l'opportunité de devenir animatrice agricole. Il s'est aussi heurté à une réalité économique plus silencieuse : celle d'une installation sur une ferme de 80 hectares en agriculture biologique, dans un département majoritairement en agriculture conventionnelle où la moyenne des exploitations avoisine les 125 hectares de surface agricole utile.

## Une trajectoire qui se transforme

Ainsi, mon activité d'animatrice agricole m'amène à parcourir les territoires du Plateau Picard et du Clermontois. J'y observe les pratiques, les tensions, les ajustements permanents au sein de la profession agricole. Ce travail nourrit une lecture plus fine du paysage agricole, mais aussi, en creux, de ma propre réflexion. Malgré la distance que j'ai dû prendre face à mon projet d'installation sur la ferme familiale mis en suspens, je m'aperçois que le projet de reprise n'a pas disparu. Il s'est transformé.

En 2021, je me pensais agricultrice à plein temps, inscrite dans une logique de diversification biologique comme horizon principal. En 2026, la question n'est plus tout à fait celle-là. Elle devient plus trouble, plus fragile aussi : comment trouver un équilibre entre activité agricole et autre activité professionnelle, dans un contexte où les repères économiques et climatiques se dérobent ? Cette évolution s'accompagne aussi d'une prise de conscience plus personnelle : la vie privée, même lorsqu'on est profondément engagée dans son travail, a une valeur propre qu'il est nécessaire de préserver. Dans le monde agricole, où le lieu de vie et le lieu de travail se confondent souvent, la frontière entre vie professionnelle et vie personnelle devient ténue, parfois presque inexistante.

D'autre part, d'un point de vue économique, les marchés agricoles apparaissent de plus en plus volatils, les revenus incertains, et les aléas climatiques s'intensifient, rappelant chaque année davantage la vulnérabilité des systèmes de production actuels, y compris en agriculture biologique.

La transition agricole et l'agroécologie sont également au cœur de ma réflexion, et je me reconnais pleinement dans les valeurs portées par l'agriculture biologique. Mais dans un contexte agricole instable, le choix du type de pratique est relégué au second plan. La vraie question devient ailleurs : comment reprendre une exploitation, et surtout comment la tenir dans le temps ? Ainsi, reprendre une ferme dans l'Oise permet de maintenir une exploitation à taille humaine et fami-

liale, et d'éviter qu'elle ne s'inscrive dans les dynamiques d'agrandissement déjà à l'œuvre dans le secteur, où certaines exploitations peuvent dépasser les 1 000 hectares. À ces réflexions s'ajoute une dimension émotionnelle et patrimoniale de la reprise, qui implique de préserver et de transmettre un patrimoine construit et porté par les générations précédentes.

Derrière cette réflexion sur la reprise se cache également une réalité économique. En effet, dans le contexte actuel de crise du marché biologique et de la suppression des aides au maintien de l'agriculture biologique, la poursuite d'un projet d'installation en bio soulève aujourd'hui de réelles interrogations économiques.

Dans l'Oise, comme dans l'ensemble des Hauts-de-France, le potentiel agronomique des terres est particulièrement élevé. Les sols sont de très bonne qualité et permettent d'obtenir, en agriculture conventionnelle, des rendements importants. À l'inverse, les rendements en agriculture biologique sont plus faibles et peuvent, selon les cultures et les années, être fortement réduits.

À cela s'ajoute la structure même de l'agriculture régionale. Les Hauts-de-France sont une terre de grandes cultures à forte valeur ajoutée : blé, pommes de terre, betteraves sucrières, lin, maïs ou encore légumes de plein champ. Comparativement à d'autres régions françaises, ces productions industrielles génèrent des revenus élevés, ce qui contribue à maintenir des prix du foncier et des exploitations agricoles particulièrement importants. Ainsi, même dans le cadre d'une transmission familiale, reprendre une ferme dans l'Oise représente un investissement conséquent, souvent plus élevé que dans d'autres régions de France.

Or, le prix d'achat des terres ou d'une exploitation ne dépend pas du mode de production envisagé par le reprenneur. Qu'il souhaite travailler en agriculture biologique ou conventionnelle, il devra faire face au même niveau d'investissement initial. Pourtant, les perspectives économiques associées à ces deux systèmes diffèrent. Les valeurs foncières sont largement déterminées par le modèle agricole dominant du territoire, c'est-à-dire un modèle conventionnel fondé sur des cultures à forte rentabilité.

Dès lors, la question du remboursement des emprunts devient centrale. Dans un contexte où les prix du bio sont dégradés, où les rendements restent plus faibles et en l'absence d'aides publiques au maintien de l'agriculture biologique, l'équation économique est souvent plus difficile à résoudre. Bien que les systèmes conventionnels soient eux aussi confrontés à de nombreuses difficultés, ils bénéficient, dans le contexte de l'Oise, d'un potentiel de rentabilité supérieur à celui des systèmes biologiques de grandes cultures. En effet, les assolements biologiques reposent davantage sur des cultures comme le blé, la luzerne, les lentilles, la caméline, le tournesol ou certaines céréales (orge, seigle, triticale, épeautre, etc.) moins rémunératrices ou plus complexes à produire.

En définitive, c'est précisément le décalage entre le coût d'acquisition de l'outil de production et sa capacité à générer du revenu en agriculture biologique qui rend aujourd'hui les

projets d'installation ou de reprise particulièrement complexes dans les régions de grandes cultures comme l'Oise.

Cependant, la rentabilité apparente des systèmes en conventionnels doit être mise en perspective. La comparaison purement économique entre agriculture biologique et agriculture conventionnelle ne prend pas en compte l'ensemble des coûts indirects générés par chaque système. Ortiz-Vallejo et al. (2026) soulignent que l'usage répété et à grande échelle des pesticides contribue à la contamination des sols, des eaux et de l'atmosphère, tout en affectant la santé humaine et la biodiversité. À l'inverse, les bénéfices associés à l'agriculture biologique, notamment en matière de protection de la ressource en eau, ne sont pas valorisés à leur juste mesure par les mécanismes de marché. Il en va de même pour la diversité des paysages qu'elle crée grâce à des rotations culturales plus longues et plus diversifiées. Dans ma propre réflexion sur la reprise de la ferme familiale, je suis également amenée à envisager des scénarios qui m'auraient paru impensables il y a quelques années. Un passage temporaire du bio au conventionnel pourrait, dans les circonstances actuelles, relever moins d'un choix idéologique que d'une nécessité économique. L'enjeu serait alors avant tout de préserver la viabilité de l'exploitation et de maintenir une ferme familiale à taille humaine, avec la possibilité de réorienter ensuite le système de production lorsque le contexte sera plus favorable à l'agriculture biologique.

### **Une agriculture plurielle en évolution**

Au fil des rencontres et des échanges avec les agriculteurs locaux, une évidence s'impose peu à peu : il n'existe plus un modèle agricole, mais une multitude de trajectoires.

Certains agriculteurs sont pleinement installés sur leur exploitation, quand d'autres interviennent sur plusieurs structures, cultivant parfois pour des tiers qui ne sont pas eux-mêmes agriculteurs. Les entreprises de travaux agricoles (ETA), de plus en plus présentes, participent à cette recomposition silencieuse du métier. Dans l'Oise, certaines réalisent aujourd'hui une part importante, voire la totalité des travaux pour les exploitations.

D'autres agriculteurs encore composent avec des formes hybrides : ils cultivent leur ferme tout en faisant appel à des prestataires spécialisés pour certaines tâches. Certains occupent de petites exploitations tout en étant chefs de culture sur des structures plus grandes. D'autres sont salariés agricoles en attendant de s'installer, ce qui est mon cas. D'autres enfin sont doubles actifs, partageant leur temps entre un emploi extérieur et les champs, le soir, le week-end, parfois la nuit.

L'agriculture se déploie désormais dans ces interstices. Elle n'est plus seulement un métier plein, mais une articulation de temps, de revenus, de contraintes et d'opportunités. Dans cette recomposition, la double activité apparaît moins comme une exception que comme une stratégie d'ancrage. Elle permet d'envisager une reprise avec davantage de sécurité économique, sans pour autant effacer la charge, ni la fatigue, ni les arbitrages permanents qu'elle impose. Cette évolution fait aujourd'hui l'objet d'une étude au sein de la Direc-

tion départementale des territoires de l'Oise, en partenariat avec la Chambre d'agriculture et le Conseil départemental, dans le cadre du Projet Agricole Départemental (PAD). L'un des objectifs du travail mené est de mieux comprendre ces transformations : la montée en puissance des entreprises de travaux agricoles, mais aussi l'augmentation et la recommandation de la double activité dans les parcours professionnels agricoles.

Ce qui se dessine alors, c'est une agriculture où la diversification ne relève plus uniquement des ateliers de production. Dans un contexte de marchés fluctuants, de charges d'installation élevées et d'incertitudes climatiques croissantes, les revenus agricoles seuls apparaissent de plus en plus fragiles. La diversification s'élargit alors : production d'énergie – éolien, photovoltaïque – mais aussi activités extérieures : conseil, banque, assurance, transport, prestation de services, etc.

Peu à peu, l'agriculture déborde de ses frontières.

### **Le bio comme possibilité, non comme évidence**

La question « cultiver en agriculture biologique dans l'Oise en 2026 : une utopie ? » appelle moins une réponse définitive qu'une réflexion ouverte. L'agriculture biologique n'est ni une impasse ni une évidence : elle s'inscrit aujourd'hui dans un contexte instable, marqué par des contraintes économiques, des aléas climatiques et la diversification des trajectoires agricoles.

Elle ne peut plus être pensée uniquement comme un mode de production, mais comme une manière parmi d'autres d'être agriculteur et agricultrice. Sa viabilité repose désormais sur un équilibre souvent fragile entre choix techniques, conditions de marché, organisation du travail et aspirations personnelles.

Et peut-être que la véritable question n'est plus celle de la possibilité du bio, mais celle-ci : quelles agricultures sommes-nous encore capables de rendre vivables, transmissibles et désirables, dans un monde agricole en crise ?



Le pré, 02/07/2026, 7h56 © Lucie D'Heygère



Les marais (parcelle 1), 02/07/2026, 8h00 © Lucie D'Heygère



Les marais (parcelle 2), 02/07/2026, 7h59 © Lucie D'Heygère



La montagne rouge, 02/07/2026, 8h03 © Lucie D'Heygère



Le chemin perdu, 02/07/2026, 8h02 © Lucie D'Heygère



Saint-Martin, 02/07/2026, 8h05 © Lucie D'Heygère



---

#### L'AUTEUR

### **Lucie d'Heygère**

Lucie D'Heygère est paysagiste, agricultrice et animatrice agricole au sein de communautés de communes de l'Oise.

---

#### BIBLIOGRAPHIE

Ortiz-Vallejo, D., Cellier, V., Deytieux, V., et al. (2026). *Pesticide-free agriculture : is a third way possible besides organic and conventional*

POUR RÉFÉRENCER CET ARTICLE

**Lucie d'Hegyère**, *Cultiver en agriculture biologique dans l'Oise en 2026 : une utopie?*, Openfield numéro 26, Juillet 2026

<https://www.revue-openfield.net/2026/07/09/cultiver-en-agriculture-biologique-dans-loise-en-2026-une-utopie/>